



Société de Pathologie Infectieuse de Langue Française

Siège Social : 25 Boulevard Saint Jacques, 75014 Paris

Président : Pr. C. RABAUD, Infectiologie, Nancy.

Vice Président : Pr F. ROBLOT, Infectiologie, Poitiers

Vice Président : Dr R. GAUZIT, Anesthésie, Réanimation médicale, Paris

Secrétaire Général : Dr S. ALFANDARI, Infectiologie, Hygiène hospitalière, Tourcoing.

Secrétaire Adjoint : Dr E. VARON, Microbiologie, Paris

Trésorier : Dr B. GARO, Infectiologie, Brest

Trésorier Adjoint : Dr A. RICHE, Infectiologie, Angoulême

Vaccin anti HPV : Communiqué de presse de la SPILF Jeudi 28 novembre

"Dans le contexte de mise en cause de la sécurité d'un vaccin anti-HPV, la Société de Pathologie Infectieuse de Langue Française (SPILF), association regroupant les praticiens spécialistes des maladies infectieuses, dont l'infection par le virus HPV, souhaite rappeler certaines données factuelles scientifiques :

- Les données australiennes démontrent que la vaccination HPV des jeunes filles est efficace pour la prévention des lésions précancéreuses de l'utérus et des cancers de l'utérus.
- L'analyse de risque effectuée par l'ECDC (European Center for Diseases Control) démontre le bénéfice de cette vaccination en terme de santé publique et ne fait pas apparaître de sur-risque de complication neurologique inflammatoire par rapport à la population non-vaccinée.
- L'analyse des effets indésirables de cette vaccination, réalisée par la FDA (Food and Drug Agency), ne fait pas apparaître de complications neurologiques inflammatoires.
- La sclérose en plaque touche chaque année en France 2000 personnes supplémentaires, dont la majorité sont des adultes jeunes, et les 2/3 des femmes.
- Dans l'état actuel des connaissances, aucun lien de causalité n'a été établi entre une vaccination contre le virus HPV et la manifestation d'une maladie neurologique inflammatoire chronique.
- La plainte déposée contre le Gardasil, par une jeune fille souffrant d'une maladie évoquant une sclérose en plaques, ne doit en aucun cas remettre en cause la politique vaccinale initiée en France, à l'instar de ce qui est recommandé dans les autres pays développés, au regard du bénéfice en termes de lutte contre le cancer."